

L'optimisme post-élection de Macron s'est dissipé

L'enquête annuelle sur les " fractures françaises " montre que le regain de confiance observé après la présidentielle de 2017 s'est largement érodé

[Les Français favorables à la PMA](#)

Une majorité de Français se prononce en faveur de l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les femmes célibataires (68 %) et pour les couples de femmes homosexuelles (63 %). En revanche, ils sont partagés sur la question de la gestation pour autrui (GPA), avec 50 % de personnes favorables et 50 % de défavorables. Le clivage politique est très fort sur ces questions, avec les électeurs de LR et du RN plutôt opposés à une évolution de la loi et ceux de LRM, du PS et de La France insoumise favorables à l'ouverture des droits.

[\[-\] fermer](#)

Ala même époque en 2017, l'élection d'Emmanuel Macron avait fait refluer de façon significative, sans pour autant les dissiper, le pessimisme et la défiance qui prévalaient lourdement les années précédentes. Un an plus tard, le constat est en demi-teinte. Le regain de confiance observé à l'été 2017 ne s'est pas effacé, mais il s'est sensiblement érodé dans bien des domaines.

C'est le principal enseignement de notre enquête annuelle sur les " fractures françaises ", réalisée par Ipsos Sopra-Steria et menée depuis 2013 en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et Sciences Po (programme ViePol). Cette étude s'efforce d'évaluer les mutations en profondeur de l'opinion publique. Au-delà de l'actualité immédiate, elle interroge les Français sur le jugement qu'ils portent sur la politique et l'état de la démocratie, la place de la France dans le monde et en Europe, le système économique et social ou encore le rapport entre les religions et la société. Cette sixième édition a été réalisée par Internet, du 27 juin au 2 juillet, auprès d'un échantillon représentatif de 998 personnes.

Ainsi, l'idée que la France est un pays " en déclin ", partagée auparavant par quatre Français sur

cinq, voire davantage, avait fortement chuté l'an dernier (69 %). Elle se stabilise cette année (70 %), mais à un niveau qui reste d'autant plus élevé que, pour un quart des sondés – 24 %, en hausse de 4 points, et le double (49 %) chez les sympathisants du Rassemblement national (ex FN) –, ce déclin est " irréversible ". De même, l'idée majoritaire en 2017 (53 %) que l'avenir du pays est " plein d'opportunités et de nouvelles possibilités " est retombée à son niveau de 2015 (44 %).

Doute ou inquiétude

De façon similaire, les incertitudes et les tensions internationales actuelles ont réinstallé le doute ou l'inquiétude dans l'esprit des Français. Moins de la moitié d'entre eux (48 %, en recul de 10 points en un an) estimaient l'an dernier que " la mondialisation est une menace pour la France ". Cette opinion progresse à nouveau, à 51 %. Plus nettement encore, les sondés sont 59 % (+ 6 points par rapport à 2017) à juger que " la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui " ; ce jugement est partagé par 65 % des sympathisants des Républicains, 91 % de ceux du Rassemblement national et 75 % des ouvriers.

Par ailleurs, on sait que la confiance des Français dans la plupart des organisations politiques ou économiques est faible. Elle s'était renforcée en 2017 ; elle s'émousse de nouveau et retrouve bien souvent ses niveaux antérieurs. Seuls les maires consolident leur solide crédit (68 %, + 1) et les PME, en dépit d'un tassement (80 %, – 5). En revanche, le recul est net sur l'Union européenne (36 % de confiance, en baisse de 5 points) et sur les grandes entreprises (40 %, – 4 points).

C'est encore plus vrai pour les députés, dont l'image avait été brièvement redressée par le très large renouvellement en 2017, mais qui retombent à un niveau de confiance très faible (26 %, 7 points), et pour la présidence de la République : créditée l'an dernier de 44 % de confiance, elle n'en retrouve cette année que 34 % (et seulement 12 % chez les sympathisants du RN et 16 % chez ceux de La France insoumise). D'ailleurs, l'opinion des Français sur le système politique reste très négative, en dépit de quelques améliorations.

Quant au regard porté sur la société française, il se trouve toujours 66 % des sondés (et 87 % à droite et 97 % à l'extrême droite) pour juger qu'" il y a trop d'étrangers en France " et 62 % pour considérer que, de manière générale, " les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer en France ". De même, 42 % seulement des sondés, de façon quasi stable depuis 2016, estiment que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française. En revanche, le chef de l'Etat n'a guère convaincu les Français du bien-fondé de sa politique économique et sociale. Ainsi, l'idée que " plus il y a de riches, plus cela profite à l'ensemble de la population " n'est approuvée que par 38 % des Français, essentiellement les sympathisants de La République en marche (64 %) et des Républicains (58 %), mais elle reste minoritaire dans toutes les catégories sociales. De même, dix mois après la réforme du droit du travail, une majorité des personnes interrogées jugent désormais qu'il faut " renforcer la protection des salariés " : ils sont 52 % (en hausse de 4 points en un an et de 9 points depuis 2016), tandis que 40 % (en baisse de 11 points en deux ans) préconisent de " donner plus de flexibilité au marché du travail ".

Clivage droite-gauche

Enfin, près de deux Français sur trois (62 %, + 5 points en un an et niveau le plus élevé depuis 2013) sont d'accord avec l'idée que, " pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres " ; c'est notamment le cas pour plus de 80 % des sympathisants de gauche (France insoumise et socialistes), pour 69 % de ceux du Rassemblement national, ce

jugement progresse même chez ceux des Républicains (33 %, en hausse de 7 points).

Quant au credo central du macronisme – l'obsolescence du clivage droite-gauche –, il suscite chez les Français une réaction pour le moins ambivalente. D'un côté, 73 % des personnes interrogées (dont 56 à 57 % à gauche, 65 % chez les Républicains, 71 % chez les RN et 86 % chez les " marcheurs ") sont d'accord avec l'idée que *" les notions de droite et de gauche sont dépassées "*. Mais, en même temps, pratiquement un Français sur deux (48 %) assure qu'il *" existe de vraies différences entre la gauche et la droite "*.

Au total prédomine le sentiment que l'élan de la campagne présidentielle ne s'est pas amplifié ni prolongé et que la relative bouffée d'optimisme déclenchée par l'élection d'Emmanuel Macron s'est sensiblement dissipée. Sans replonger dans le lourd pessimisme des années antérieures, les Français semblent n'avoir pas été assez convaincus par cette première année de mandat pour n'être pas regagnés par leurs doutes sur l'avenir.

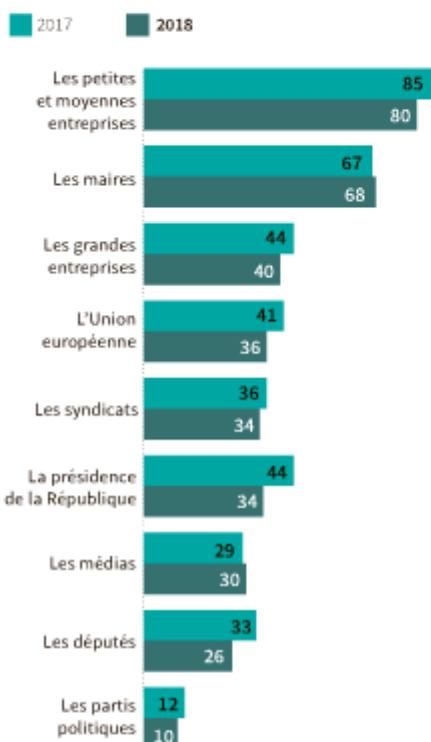
Gérard Courtois

voir graphiques plus bas

INSTITUTIONS

Avez-vous confiance dans chacune des « institutions » suivantes ?

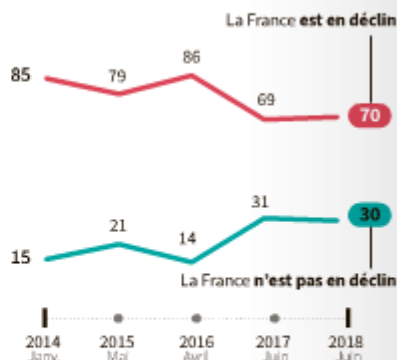
EN % DE RÉPONSES POSITIVES



PERCEPTION DE L'AVENIR

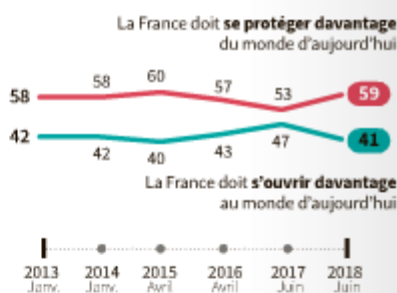
Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ?

EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



Avec laquelle des affirmations êtes-vous le plus d'accord ?

EN % DES PERSONNES INTERROGÉES

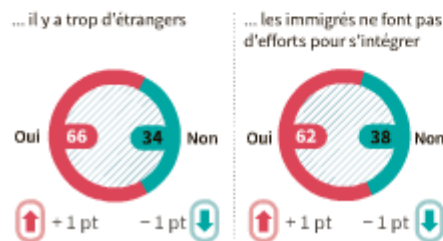


IMMIGRATION

Diriez-vous qu'en France...

EN % DES PERSONNES INTERROGÉES

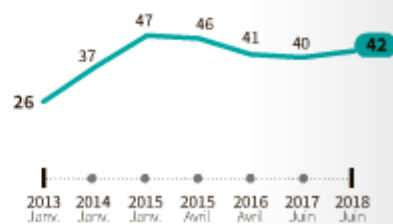
↑ évolution par rapport à juin 2017



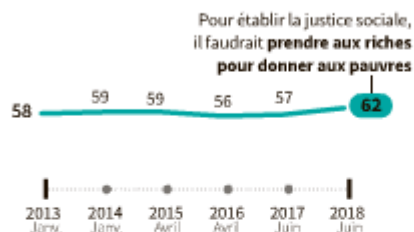
RELIGION MUSULMANE

Diriez-vous que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française ?

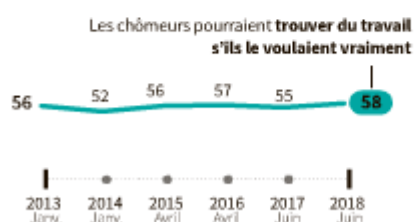
EN % DE RÉPONSES POSITIVES



Etes-vous d'accord avec cette affirmation ?
EN % DE RÉPONSES POSITIVES



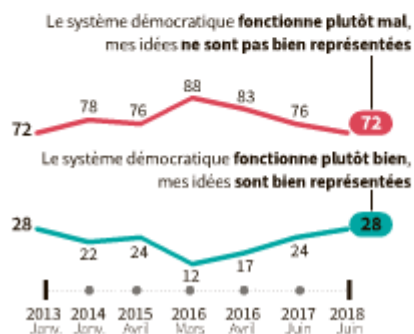
Etes-vous d'accord avec cette affirmation ?
EN % DE RÉPONSES POSITIVES



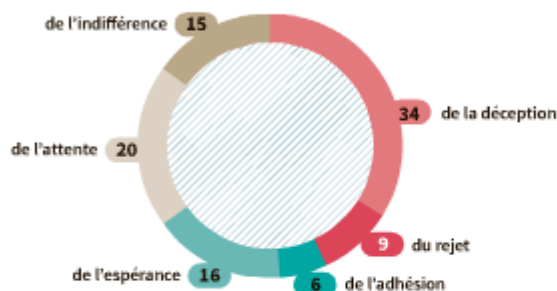
Dans les années qui viennent, faut-il selon vous ?
EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



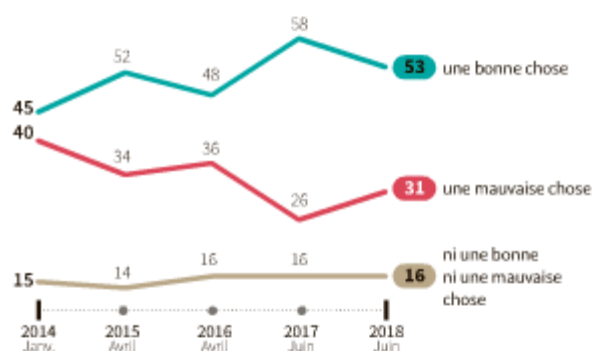
Avec laquelle des affirmations êtes-vous le plus d'accord ?
EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



Quand vous pensez à l'Union européenne, vous ressentez avant tout ?...
EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



Diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne est ?...
EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



Comment qualifieriez-vous l'action de l'Union européenne concernant ?...
EN % DES PERSONNES INTERROGÉES

